



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 16 au 22 octobre 2020

Le 23 octobre 2020

## Résumé

**Afghanistan** : Chute à venir du commerce avec le Pakistan selon l'*Afghanistan Chambers Federation*. Visite d'une délégation ukrainienne à Kaboul.

**Bangladesh** : Le PIB par habitant du Bangladesh supérieur à celui de l'Inde en 2020 d'après le FMI. 0,7% du PIB consacré à la protection sociale, loin derrière les autres pays d'Asie du Sud. Les taux d'intérêt au plus bas et les liquidités au plus haut.

**Bhoutan** : Ralentissement de l'inflation en août.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Emprunts supplémentaires à venir pour l'État central. Baisse du taux de chômage en septembre. Souscription par la Banque centrale de 100 Mds INR d'obligations d'Etats fédérés. Changement de l'année de base pour le calcul de l'indice des prix à la consommation pour les travailleurs formels. Nouvelles inquiétudes pour le secteur financier non-bancaire. Doublement en valeur de l'activité de titrisation domestique au terme du T2 2020/21. *Politiques monétaire et financière* : Nouvelles mises à disposition de liquidités de la Banque centrale à destination des PME *Autres informations* : Le bénéfice net combiné de 104 entreprises en hausse au T2 2020/21. Augmentation de la consommation électrique sur la première moitié d'octobre. Votes de lois agricoles au Pendjab, qui vont à l'encontre de la réforme adoptée par le Centre.

**Népal** : La reprise économique menacée par l'augmentation du nombre de cas de Covid-19 selon le FMI. Maintien à niveau des transferts de la diaspora au terme des deux premiers mois de l'exercice budgétaire en cours. Forte augmentation des promesses d'aide étrangère. Diminution des enregistrements de nouvelles entreprises au cours de l'exercice précédent. Nomination d'un nouveau ministre des Finances.

**Pakistan** : Hausse de l'indice de production industrielle pour le deuxième mois consécutif en août 2020. Poursuite de l'amélioration de la situation de la balance des comptes courants. Recul des flux nets d'IDE sur le T1 2020/21. Le Pakistan entend libérer davantage d'espace budgétaire grâce à la prolongation de l'initiative de suspension du service de la dette du G20 et du Club de Paris. Ouverture temporaire et partielle du marché du gaz naturel liquéfié au secteur privé. La faim et la malnutrition demeurent un problème sérieux au Pakistan.

**Sri Lanka** : Maintien des taux directeurs de la banque centrale (CBSL). Baisse sensible des échanges commerciaux sur la période janvier-août 2020. Niveau stable de l'inflation en septembre à 4%. Interdiction de plusieurs produits en plastique à usage unique.



## AFGHANISTAN

- **Chute à venir du commerce avec le Pakistan selon l'Afghanistan Chambers Federation.** La Fédération prévoit une réduction du commerce bilatéral à moins d'1 Md USD pour l'exercice en cours, contre une moyenne de 2 Mds USD ces dernières années. Le commerce devrait se contracter sous l'effet combiné de problèmes logistiques et de la récente fermeture des points de passage entre les deux pays. En ce moment, moins de 900 camions traversent quotidiennement la frontière, contre 2000 un an plus tôt.
- **Visite d'une délégation ukrainienne à Kaboul.** Le ministre de l'Industrie et du Commerce afghan a rencontré le 20 octobre une délégation composée de membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie ukrainienne et des investisseurs ukrainiens. Les parties ont discuté de l'ouverture d'une chambre de commerce ukrainienne en Afghanistan pour faciliter les investissements et identifier les opportunités pour les investisseurs ukrainiens en Afghanistan.

## BANGLADESH

- **Le PIB par habitant du Bangladesh supérieur à celui de l'Inde en 2020 d'après le FMI.** Alors que le Bangladesh demeurerait très en retard par rapport à l'Inde en 2017 (1500 contre 2000\$/hab pour l'Inde), l'écart, qui diminuait d'année en année, devrait être totalement comblé dès 2020. Le FMI l'estime à 1888 \$/hab pour l'exercice budgétaire 2019/20 au Bangladesh alors qu'il devrait baisser à 1877 \$/hab en Inde. Le rebond de l'économie indienne permettrait à New Delhi de repasser momentanément en tête ; néanmoins, les dynamiques économiques et démographiques sont plus favorables au Bangladesh sur le moyen-terme. Les PIB/hab bangladais et indien devraient rester similaires lors des prochaines années. Le PIB/hab en parité pouvoir d'achat, censé mieux prendre en compte le coût de la vie, sera néanmoins toujours nettement inférieur au Bangladesh en 2020 : 5139 \$/hab contre 6284 \$/hab en Inde.
- **0,7% du PIB consacré à la protection sociale, loin derrière les autres pays d'Asie du Sud.** Un nouveau rapport intitulé « *The Protection We Want: Social Outlook for Asia and the Pacific* » et publié par l'Organisation Internationale du Travail en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) souligne la faiblesse du système de protection sociale bangladais. La dépense publique pour la protection sociale (hors santé) s'élève à 0,7% du PIB au Bangladesh, loin derrière les autres pays d'Asie du Sud : Sri Lanka (5,2%), Inde (3,2%), Pakistan (1,9%) ou encore l'Afghanistan (1,8%).

Le pourcentage de la population active qui contribue à un mécanisme de protection sociale au Bangladesh est de moins de 2%, le plus faible de toute l'Asie-Pacifique, notamment du fait de la part importante du secteur informel. Le Bangladesh se positionne mieux pour le système des retraites, avec 40% des personnes en âge d'être à la retraite et qui touchent effectivement une pension, soit mieux que l'Inde ou Sri Lanka.

Les chiffres publiés par le ministère des Finances sur les filets de sécurité sociale évoquent un budget de 819 Mds BDT (8,2 Mds EUR) soit 2,9% du PIB ou 16% du budget 2019/20.

- **Les taux d'intérêt au plus bas et les liquidités au plus haut.** L'excès de liquidité du secteur bancaire a atteint des niveaux historiques avec 1 700 Mds BDT (17 Mds EUR) en août, en hausse de 300 Mds BDT en seulement un mois. Cela s'explique notamment par la faible demande pour les prêts, les montants exceptionnellement élevés des transferts de fonds de la part des expatriés et par l'injection de 360 Mds BDT par la *Bangladesh Bank* (BB) pour soutenir l'économie (notamment par l'achat de dollars). En conséquence, les taux d'intérêts sont tombés à des niveaux inédits : entre 6 et 8% pour les prêts et entre 1 et 2% pour les dépôts.



La faiblesse de la rémunération des dépôts est une mauvaise nouvelle pour les épargnants. Avec une inflation proche des 6%, le taux d'intérêt leur offre une rémunération réelle négative. Néanmoins, la BB se veut rassurante, tant que l'inflation reste contrôlée (5,97% en glissement annuel en septembre 2020). Dans le même temps, les rendements des bons du trésor sont au plus bas depuis 10 ans. Les bons de 91 jours ont vu leur rémunération tomber en dessous de 1%.

La situation, en un an, s'est complètement renversée. En décembre 2018, la *Bangladesh Bank* avait mis en place la règle des 9%-6%, pour contraindre les banques commerciales à prêter à un taux maximum de 9% et à rémunérer les dépôts à un taux maximum de 6%. 47 banques ne respectaient pas cette règle en juillet 2019, offrant des prêts entre 6% et 20,5% et des rémunérations entre 6 et 11,5% d'après les données de la banque centrale. L'excès de liquidité du secteur bancaire atteignait alors 833 Mds BDT seulement.

## BHOUTAN

- **Ralentissement de l'inflation en août.** Selon les chiffres du Bureau national des statistiques l'inflation s'est établit à 7,4 % en glissement annuel en août contre 7,6 % en juillet, un chiffre élevé qui s'explique par les perturbations d'approvisionnement de produits alimentaires provoquées par le confinement. Ces produits alimentaires demeurent les premiers déterminants de l'inflation et leurs prix augmentent de 15,0 % en g.a.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Emprunts supplémentaires à venir pour l'État central.** Le gouvernement indien envisage de recourir aux marchés pour emprunter 1 100 Mds INR (15 Mds USD) pour un total porté à 13 000 Mds INR (177 Mds USD) pour l'exercice budgétaire qui a débuté le 1<sup>er</sup> avril dernier. Les emprunts supplémentaires seraient répercutés sur les États fédérés sous forme de prêts adossés afin de les aider à combler leur manque à gagner, en particulier fiscal (le gouvernement a mis en place une taxe de compensation de la TVA en cas de chutes avérées des recettes des États fédérés), provoqué par la crise sanitaire. L'emprunt prendrait la forme d'émission d'obligations à 3 et à 5 ans, à parts égales. Ces emprunts supplémentaires ne devraient pas avoir d'incidence directe sur le déficit du gouvernement central. Plusieurs États contestent ce projet et réclament que le coût de la dette soit supporté intégralement par le Centre.
- **Baisse du taux de chômage en septembre.** Selon le Centre pour le suivi de l'économie indienne (CMIE), agence privée référence en matière d'emploi en Inde, le taux de chômage est revenu de 8,4% en août à 6,7% en septembre 2020, soit un étiage de 18 mois. Cette référence concerne toutefois le seul chômage du secteur formel, alors que la très grande majorité des emplois relèvent du secteur informel. Le taux d'emploi formel est à la baisse ces dernières années : de 43 % en 2016/17 à 38 % en septembre 2020 (son niveau le plus élevé depuis le confinement). Pour rappel, la crise sanitaire aurait conduit à une perte de près de 19 M d'emplois formels. Par ailleurs, le Parlement indien a approuvé lors de sa récente session trois projets de loi importants sur la réforme du droit du travail, servant le double objectif de simplifier la législation actuelle et à réduire les obstacles à l'emploi formel.
- **Souscription par la Banque centrale de 100 Mds INR d'obligations d'États fédérés.** La RBI a reçu 154,8 Mds INR (2,1 Mds USD) d'offres d'émissions d'obligations d'État à maturité entre 2029 et 2031, par rapport à son plan d'achat de 100 Mds INR.



Il s'agit de la première adjudication de ce type alors que la pandémie érode les finances publiques et contraint les États fédérés à emprunter davantage. L'impact est déjà sensible sur les marchés obligataires puisque le rendement moyen des obligations à 10 ans d'un groupe d'États est retombé à 6,45% mercredi, contre un pic de cinq mois de 6,74% début octobre (réf., données *Bloomberg*). L'étiage de coupon lors des enchères de jeudi est ressorti à 6,4746 % (Obligations Karnataka 2029), pour un plus haut de 6,6813 % (Obligations d'État du Jammu-et-Cachemire 2030).

- **Changement de l'année de base pour le calcul de l'indice des prix à la consommation pour les travailleurs industriels (CPI-IW).** Le gouvernement a révisé jeudi l'année de base de 2001 à 2016. Conformément à la norme, l'année de référence des indices de prix doit être révisée à des intervalles fréquents, qui ne dépassent généralement pas 10 ans, ceci afin de refléter au plus près les changements qui se produisent dans le modèle de consommation. Le ministre du Travail a déclaré que la révision de base serait, à l'avenir, effectuée tous les cinq ans.

L'IPC-IW est principalement utilisé pour mesurer l'indemnité de cherté de la vie payable aux travailleurs du secteur formel, y compris les employés d'entreprises publiques, les banques et les compagnies d'assurance, en plus des fonctionnaires. Il fournit également des contributions au gouvernement dans le cadre de la planification des politiques macroéconomiques.

- **Nouvelles inquiétudes pour le secteur financier non-bancaire.** Les écarts moyens sur les obligations à cinq ans notées AAA des prêteurs ont augmenté pour la première fois en quatre mois en septembre. Sur trois autres indicateurs d'évaluation de la santé du secteur financier non-bancaire, compilés par *Bloomberg*, deux, dont la liquidité du système bancaire et l'encours de la dette, se sont affaiblis, tandis que l'indice de performance des actions est resté stable.

Il s'agit d'un coup d'arrêt après des mois d'amélioration suite à un fort soutien, sans précédent, de la Banque centrale et une aide plus ciblée à l'industrie. Ce changement intervient après que la plus haute juridiction indienne a prolongé l'assouplissement des règles en septembre sur la classification des prêts non-performants.

- **Doublement en valeur de l'activité de titrisation domestique au terme du T2 2020/21.** Les volumes de titrisation domestique, qui avaient connu une forte baisse au T1 2020/21 à 75 Mds INR (environ 860 M EUR) ont plus que doublé pour s'établir à 152 Mds INR au terme du T2 2020/21. L'amélioration des volumes a été soutenue par une moindre méfiance des investisseurs et une augmentation des décaissements des entreprises du secteur financier, évolutions qui ont entraîné des besoins de financement plus élevés, selon l'agence de notation ICRA.

ICRA estime par ailleurs que les volumes continueront d'augmenter et devraient plus que doubler en glissement semestriel au S2 2020/21. Les prêts pour l'acquisition de véhicules commerciaux, ainsi que les titres adossés à des créances hypothécaires, sont devenus les principales catégories d'actifs, chacune représentant un tiers du volume total au S1 2020/21.

#### POLITIQUES MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Nouvelles mises à disposition de liquidités de la Banque centrale à destination des PME.** La RBI a ouvert cette semaine une fenêtre de liquidité à durée limitée pour les petites entreprises qui ont besoin de financement par emprunt. La Banque centrale cherche à réduire les coûts de financement des entreprises vulnérables dans des secteurs critiques à forte intensité de main-d'œuvre, tels que les MPME, la santé et l'agriculture. Elle a ainsi annoncé des opérations de pension ciblées à long terme (TLTRO), d'une durée maximale de trois ans, pour un montant total susceptible d'atteindre 1 000 Mds INR (environ 11,5 Mds EUR) à un taux flottant lié au taux de prise en pension. Les banques utiliseront des liquidités dans le cadre de ce plan dédié pour se déployer via des obligations de sociétés, des billets de trésorerie et des obligations non



convertibles. Les titres de créance seront émis par des entreprises de cinq secteurs désignés - agriculture, santé, vente au détail, MPME et agro-infrastructure. Les liquidités disponibles dans le cadre de ce régime peuvent également être utilisées pour octroyer des prêts à ces entreprises. Le plan restera opérationnel entre le 22 octobre et le 31 mars de l'année prochaine.

#### AUTRES INFORMATIONS

- **Le bénéfice net combiné de 104 entreprises en hausse au T2 2020/21.** L'analyse des déclarations de résultats de 104 entreprises montre une hausse de 9,8% en g.a. au terme du T2 2020/21 (contre -3,4% au T1 2020/21 et +20,1% un an plus tôt). Le chiffre d'affaires combiné (revenus d'intérêts dans le cas des banques et des prêteurs non bancaires) de ces sociétés a augmenté de 5,6 % en g.a. (contre -3,3 % au T1 2020/21 et +7,6 % un an plus tôt). L'impact positif de la levée du confinement au cours du deuxième trimestre est le plus visible dans les résultats des entreprises traditionnelles de fabrication et de services.

Le bénéfice net combiné de 76 entreprises du secteur de la fabrication et des services (hors banques et exportateurs de services informatiques) a ainsi augmenté de 23,2% en g.a. alors que les bénéfices se sont contractés au cours des trois trimestres précédents. Les ventes nettes combinées ont crû de 4,5% en g.a., soit un plus haut sur les cinq derniers trimestres contre des contractions de respectivement -23 % et -11,6% du chiffre d'affaires sur les deux précédents trimestres, en raison des confinements imposés pour freiner la propagation du coronavirus.

Cependant, si les bénéfices semblent bons sur une base annuelle, les volumes sont toujours en baisse dans des secteurs clés, tels que le ciment. La reprise des bénéfices est en grande partie due à un effet prix (notamment de l'énergie), qui pourrait n'être que temporaire.

- **Augmentation de la consommation électrique sur la première moitié d'octobre, + 11,45%.** Cela s'explique principalement, selon le gouvernement, par le dynamisme des activités industrielles et commerciales. Durement affectée par le ralentissement de l'économie entre mars et août, ces premiers chiffres de la consommation énergétique d'octobre confirment l'embellie constatée au mois de septembre 2020, où la demande était supérieure à septembre 2019.
- **Votes de lois agricoles au Pendjab qui vont à l'encontre de la réforme adoptée par le Centre.** L'Assemblée du Pendjab a adopté quatre projets de loi et une résolution pour contrer les trois lois agricoles adoptées par le Centre lors de la dernière session parlementaire de septembre, afin de protéger les intérêts des agriculteurs de l'État. Ces derniers craignent que la législation centrale ne les prive du prix de soutien minimum fixé par le gouvernement (PSM) et affaiblisse leurs positions dans les négociations avec les grands groupes agroalimentaires. Ces nouvelles lois rentrent en conflit avec les lois centrales signées par le Président Ram Nath Kovind. Une nouvelle approbation du Président semble nécessaire avant promulgation.

#### NEPAL

- **La reprise économique menacée par l'augmentation du nombre de cas de Covid-19 selon le FMI.** Le gouvernement a levé le confinement national de quatre mois en juillet dernier mais les cas de COVID-19 continuent d'augmenter. Le FMI recommande donc la mise en œuvre d'une politique ciblée et active de lutte contre la contamination. Pour rappel, le Fonds prévoit une croissance nulle pour l'exercice 2019/20 et une reprise de 2,5% pour l'exercice en cours.
- **Maintien à niveau des transferts de la diaspora au terme des deux premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.** Les transferts des travailleurs migrants ne sont qu'en légère baisse de 0,6 % en g.a. (165 Mds NPR, 1,4 Mds USD) alors que les nombre de Népalais qui ont obtenu un permis de travailler à l'étranger ou un renouvellement de permis ont décliné



respectivement de 99,2 % et 86,5 % en g.a. Ces résultats seraient liés à un recours moindre aux transferts informels, limités par des liaisons aériennes moins fréquentes ainsi que des expatriés qui retournent massivement au Népal, avec toutes leurs économies.

- **Forte augmentation des promesses d'aide étrangère.** Selon le ministre des Finances, le Népal aurait reçu 84,1 Mds NPR (709,8 M USD) de promesse d'aide étrangère au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire en cours (mi-juillet – mi-avril), soit près de six fois plus qu'à la même période un an auparavant. Le Népal est confronté à un manque de liquidités en raison de la diminution des revenus liée à la pandémie : les recettes budgétaires n'atteignent en effet que 180,8 Mds NPR, contre 192,9 Mds NPR de dépenses courantes. Le pays est donc à la recherche de fonds supplémentaires, notamment étrangers, afin de relancer son économie et financer les dépenses de santé en forte augmentation.
- **Diminution des enregistrements de nouvelles entreprises au cours de l'exercice précédent.** Selon le Bureau d'enregistrement des entreprises (*Office of the Company Registrar – OCR*) qui dépend du ministère de l'Industrie et du Commerce, 18 628 entreprises ont été enregistrées au cours de l'exercice 2019/20 contre 25 492 en 2018/19, soit une baisse de 27% en g.a. Cette évolution s'explique par la pandémie, le confinement et la crise économique qui s'en est suivie. Seulement 11 nouvelles entreprises ont été enregistrées entre mi-avril et mi-mai 2020, le chiffre le plus bas de l'exercice.
- **Nomination d'un nouveau ministre des Finances.** Dans le cadre d'un remaniement ministériel, Bishnu Paudel remplace Yuba Raj Khatriwada. Déjà Secrétaire général du Parti Communiste Népalais, il s'agit de son deuxième poste comme ministre des Finances, qu'il a déjà occupé du 5 novembre 2015 au 1<sup>er</sup> août 2016.

## PAKISTAN

- **Hausse de l'indice de production industrielle pour le deuxième mois consécutif en août 2020.** L'indice *Large Scale Manufacturing (LSM)*, qui contribue à 10,7% de la formation de valeur ajoutée, a progressé de 3,7 % en glissement annuel (g.a), à comparer à -5% un mois plus tôt. Il enregistre toutefois un recul de 6,8% par rapport au mois précédent. Sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21 (1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021), l'industrie textile – qui compte pour 20,9 % de l'indice – progresse de 1,8 % en g.a. Les secteurs ci-après enregistrent également une progression : agroalimentaire (+15,5%), produits pétroliers (+5,7%) et produits pharmaceutiques (+10%). La production s'affiche toutefois en baisse dans de nombreux secteurs (7 sur 15) : automobile (-18,8%), sidérurgie (-10,4 %), électronique (-24,6%) et cuir (-37,5%).
- **Poursuite de l'amélioration de la situation de la balance des transactions courantes.** Celle-ci affiche un solde positif de 792 M USD équivalent à 1,2 % du PIB sur le premier trimestre de l'exercice 2020/21, à comparer à un déficit de 1,5 Md USD (-2,3% du PIB) un an plus tôt. Conséquence de la baisse plus prononcée des exportations (-10,5% à 5,4 Mds USD) que des importations (-3,8% à 10,6 Mds USD), le déficit commercial se creuse de 4% pour s'établir à 5,3 Mds USD. Les transferts de travailleurs expatriés, qui poursuivent une progression notable à 7,1 Mds USD (+31,1%), continuent de couvrir entièrement le déficit commercial.
- **Recul des flux nets d'IDE sur le premier trimestre 2020/21.** Les flux nets s'affichent en baisse de 23,8 % par rapport au T1 2019/20 pour atteindre 415,7 M USD. Ils ne représentent que 0,6 % du PIB sur la période considérée. Les principaux pays d'origine des investissements directs en flux nets sont la Chine (24,9 % du total), Malte (13,4 %) et les Pays-Bas (11,8 %). En termes sectoriels, les flux nets d'IDE se concentrent dans le secteur électrique (27,3 % du total), les services financiers (24,7 %), ainsi que l'exploration gazière et minière (16,2 %).



- **Le Pakistan entend libérer davantage d'espace budgétaire grâce à la prolongation de l'initiative de suspension du service de la dette du G20 et du Club de Paris.** Suite à l'annonce de la prolongation de l'initiative de suspension du service de la dette sur une durée de six mois supplémentaire en 2021, les autorités pakistanaises ont annoncé que les échéances supplémentaires éligibles au rééchelonnement représentent un montant total de 1,2 Mds USD, dont 950 M USD au titre du remboursement du capital et 200 M USD au titre du paiement des intérêts. Pour mémoire, un protocole d'accord qui portait sur la période initiale (mai à décembre 2020) avait été conclu le 9 juin 2020 entre le Pakistan et ses onze créanciers membres du Club de Paris et du G20. Les échéances concernées comptaient alors pour 1,8 Mds USD.
- **Ouverture temporaire et partielle du marché du gaz naturel liquéfié (GNL) au secteur privé.** Afin de renforcer l'approvisionnement en gaz pendant la saison hivernale, le gouvernement a exceptionnellement autorisé le secteur privé à importer du GNL entre novembre 2020 et février 2021. A ce jour, seuls deux terminaux GNL sont opérationnels : le terminal ENGRO 1 d'une capacité de regazéification de 610 mmscfd (millions de pieds cubes par jour) et le terminal GAS PORT 1 d'une capacité de traitement de 750 mmscfd. Si le premier terminal fonctionne à pleine capacité, l'autre demeure aujourd'hui sous-exploité (seuls 600 mmscfd sont réservés à l'approvisionnement par l'entreprise publique Pakistan LNG). Les entreprises privées pourront désormais utiliser la capacité inutilisée (150 mmscfd). Dans ce cadre, la vente de GNL regazéifié à *K-Electric* (fournisseur d'électricité de la ville de Karachi) et aux stations-service de gaz naturel comprimé (GNC) a été autorisée jusqu'à la fin mars 2021.
- **La faim et la malnutrition demeurent un problème sérieux au Pakistan.** Le pays se classe au 88<sup>ème</sup> rang sur 107 pays étudiés du classement 2020 de l'indice de la faim dans le monde. Le taux de sous-alimentation au sein de la population pakistanaise atteint 12,3 % entre 2017 et 2019. La prévalence de l'insuffisance pondérale et des retards de croissance chez les enfants de moins de cinq ans atteignent respectivement 7,1 % et 37,6 % sur la période 2015-2019. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans s'affichait quant à lui à 6,9 % en 2018.

## SRI LANKA

- **Maintien des taux directeurs de la banque centrale (CBSL).** Cette dernière a décidé le 21 octobre de ne pas modifier le niveau de ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR). Ils ont été revus à la baisse 5 fois depuis le début de l'année- demeurent donc à 4,5% (SDFR) et 5,5% (SLFR). Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio – SRR*) reste également inchangé, à 2%. La CBSL confirme ainsi sa politique monétaire accommodante pour soutenir l'économie face à la crise. Elle note d'ailleurs que cette politique a permis une baisse générale des taux d'intérêts sur les prêts, assurant aux entreprises un accès à des crédits plus abordables. Les réserves de change étaient de 6,7 Mds USD à la fin septembre 2020, soit un niveau équivalent à 4,6 mois d'importation.
- **Baisse sensible des échanges commerciaux sur la période janvier-août 2020, réduction du déficit commercial.** Le solde négatif de la balance commerciale sri lankaise est en effet tombé à -3,8 Mds USD au cours des 8 premiers mois de l'année 2020, contre -4,9 Mds USD lors de la période équivalente 2019. Les exportations ont sensiblement baissé sur la période, s'affichant à 6,4 Mds USD (-19,7% en g.a), affectées par la crise engendrée par la pandémie du COVID-19. Les ventes de vêtements et textiles, traditionnel premier poste d'exportation du pays, ont chuté du fait d'une forte baisse des commandes (-23,6% en g.a, à 2,9 Md USD, soit 45,3% des exportations totales). Le pays a en outre enregistré une diminution de ses ventes de thé à l'étranger (-12% en g.a, à 805,6 M USD), qui restent toutefois le second poste à l'export (12,5% du total) ; ainsi que celles des produits en caoutchouc (-17,3%, à 488,9 M USD).



L'amélioration de la balance commerciale sur la période tient surtout au recul significatif des importations (-20,4% en g.a, à 10,3 Mds USD). Cette baisse est principalement due (1) aux restrictions imposées par le gouvernement et (2) à la chute du prix du pétrole, premier poste d'importation du pays (-34,4% en g.a, à 1,7 Md USD soit 15,2% du total). Les importations de véhicules ont plongé (-43,4% en g.a, à 280,8 M USD), et celles concernant les produits textiles ont diminué de 22,4% en g.a à 1,5 Md EUR. A l'inverse, l'achat à l'étranger de produits médicaux et pharmaceutiques a cru 9,9%, et atteint 385,3 M USD.

- **Niveau stable de l'inflation en septembre à 4%.** Le taux d'inflation mesuré par le *Colombo Consumer Price Index* (CCPI, base 100 en 2013) s'élevait à +4% en glissement annuel en septembre (contre +4,1% en août et +4,2% en juillet). La hausse des prix des biens alimentaires s'est ralentie en août à +11,5% en g.a (contre +12,3% en août et +10,9% en juillet 2020). Par rapport au mois précédent, cette catégorie de biens a contribué positivement à l'inflation, à hauteur de +1,6%. Les prix des biens non-alimentaires ont légèrement augmenté de +0,9% en g.a. (contre +0,8% en juin et +1,5% en juillet). Par rapport au mois précédent, cette catégorie de biens a contribué à l'inflation à hauteur de +0,2% en septembre. L'inflation CCPI au cours des 12 derniers mois s'établit, en moyenne, à +4,7%.
- **Interdiction de plusieurs produits en plastique à usage unique.** Le Conseil des ministres a approuvé une proposition du ministère de l'Environnement qui vise à interdire, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, plusieurs types de produits, dont (1) les sachets en plastique d'un contenant inférieur à 20 ml/20 g, à l'exception de ceux destinés aux secteurs alimentaire et médical. (2) De nombreux jouets gonflables, avec certaines exceptions comme les ballons et jouets flottants. (3) Les cotons tiges en plastiques seront aussi prohibés, sauf ceux utilisés pour l'hygiène. (4) Les produits chimiques et pesticides ne pourront plus être emballés dans des conteneurs faits en polytéréphtalate d'éthylène (PET) et en polychlorure de vinyle (PVC).

#### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
<b>Maldives</b>	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

Copyright  
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse  
du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité  
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations  
exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les  
erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas  
être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de  
l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, S. Lefez, P-H. Lenfant, J. Deur,  
D. Simon, A. Boitière, J-A. Egea et H. Lafond.

Version du 23/10/2020